

Tendances

Dans l'affaire Hariri, le Président français Emmanuel Macron a su réagir dans l'urgence, imposant à l'Arabie Saoudite et à l'Iran de faire, ensemble, un pas en arrière, et d'épargner au Liban, pour le moment, un nouveau cycle de tensions et de violences. Le retour à Beyrouth, via Paris et l'Élysée, du Premier ministre (démissionnaire) Saad Rafic Hariri, est l'illustration d'une évidente dextérité diplomatique à la Présidence française. Les plus enthousiastes y verraient un succès diplomatique, [mais un succès, trop fragile encore, et qui a besoin d'être consolidé](#).

Macron multiplie les actions et les initiatives pour garantir la place qu'il pense être celle de la France au Moyen-Orient. [Il gagne en visibilité](#), et la France en influence. Mais il n'est pas dit que le succès sera au rendez-vous, là où on le cherche et lorsqu'on le souhaite. Les exemples sont nombreux où le succès se fait attendre (comme pour la crise du Golfe où la France, [tente sans vraiment oser, une médiation qui ne dit pas son nom](#)) et où une demi-victoire tarde à se transformer en un succès durable (comme pour [la crise de la Libye](#) où Paris a pu réunir les deux principaux belligérants et inaugurer ainsi un très long processus de négociation sous l'égide de l'ONU). Mais, pour la France, le Liban c'est différent.

S'il s'agit bien d'un acte politique, mené dans l'urgence par des voies diplomatiques classiques ou non, l'affaire Hariri est en même temps une initiative présidentielle personnelle et une action française passionnelle. Le Liban, meurtri par le poids d'une géopolitique agressive, ne pouvait être abandonné à son sort, surtout pas par la France. Même ses anciens amis privilégiés, de la communauté chrétienne libanaise, ne lui tiennent plus rigueur d'avoir recalibré à leur détriment ses alliances libanaises pour accompagner l'évolution de ses intérêts régionaux. L'affaire Hariri, qui n'aurait pu se dérouler que dans le chaos de [la nouvelle Arabie Saoudite qui se construit actuellement](#), nous permet d'affirmer sans détour que pour la majorité écrasante des Libanais, la France est un pays ami, fiable et dévoué. Pour une minorité de Libanais, l'image de la France reste incertaine, versatile, extrême. Pour cette minorité, dont le porte-parole est le Hezbollah qui a prêté allégeance au Velayat-e faqih, l'image de la France continuera d'évoluer au gré des intérêts iraniens. Aujourd'hui, et malgré l'ouverture française sur l'Iran, elle est, à l'évidence, instable.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Énergie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

Quelle stratégie ?

Le premier acte de cette intervention urgente de Paris se résume à sortir Saad Hariri de Riyad et à le ramener à Beyrouth. Macron et son Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian épargnent au PM démissionné une posture intenable de « second couteau » dans le dispositif anti-iranien du Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz (un peu à l'image du Président yéménite Abed Rabbo Mansour Hadi). Ils lui ont permis en même temps d'éviter l'exil politique en France, ou ailleurs, et de subir la tentation d'un silence imposé (un peu à l'image de ce qu'a dû se résigner à vivre sous Rafic Hariri un certain Michel Aoun). Surtout, ils l'ont ramené dans le jeu politique libanais et régional.

Le deuxième acte se déroulait en parallèle, et devait permettre de consolider le premier : convaincre les acteurs régionaux, et à travers eux leurs relais libanais, et les acteurs internationaux, notamment le Président américain Donald Trump, de la nécessité de préserver [le statu quo institutionnel](#) et les arrangements politiques qui ont permis l'arrivée de Michel Aoun à la Présidence de la république (la personnalité chrétienne la plus représentative), le retour de Saad Hariri à la tête du gouvernement (même s'il s'agit d'un gouvernement intérimaire en attendant les prochaines élections législatives qui devraient se tenir sur la base d'une nouvelle loi électorale), et le maintien de Nabih Berri (interface nuancée du Hezbollah) à la tête du Parlement.

Le troisième acte dont dépendra la stabilisation durable du Liban se jouera principalement sur la scène internationale. Macron, qui est attendu à Beyrouth au printemps 2018 dans le cadre de sa tournée régionale dédiée au dossier palestinien, s'engage à réunir le [Groupe de soutien international au Liban](#) et à organiser des conférences internationales pour aider le gouvernement libanais, financièrement, économiquement et militairement. Il a besoin de convaincre ses partenaires régionaux et internationaux, et il a besoin de trouver l'écho favorable indispensable auprès des Libanais toutes tendances confondues. Ainsi, pour réussir cette délicate entreprise, Macron a besoin d'engager les parties libanaises à renouveler leur respect des arrangements antérieurs, et à opter, unanimement, pour une véritable « politique de dissociation ». S'il est plus facile à obtenir un tel engagement du Président de la république et de son camp stricto sensu, il le sera moins avec le camp sunnite toujours très sensible aux causes transfrontalières (Syrie, Iran). Cela sera délicat à arracher au camp pro-iranien.

Paris - Téhéran - Riyad

Dans l'immédiat, le Hezbollah et le camp qu'il représente sont favorables au maintien des arrangements en cours. Ils ne sont pas les derniers à réclamer le retour de Saad Hariri, version initiale... Ils pensent avoir remporté une victoire sur les Saoudiens en brisant l'élan de MBS et de son turbulent Ministre d'Etat pour le Golfe Thamer al-Sabhan en charge du dossier libanais (qu'il vit d'ailleurs comme un dossier saoudo-iranien...). Les Saoudiens, qui décident dans le contexte actuel, d'envoyer un Ambassadeur à Beyrouth après des mois de vacances à ce poste et alors qu'ils invitent leurs

ressortissants à quitter le Liban et qu'ils mobilisent la Ligue arabe contre l'Iran et le Hezbollah (réunion du Caire du 19/11), semblent conscients, à leur tour, de la nécessité de repasser par la case départ avant de poursuivre la course.

Entre Riyad, où il sauve in extremis ses relations saoudiennes (suite aux tensions créées par l'affaire Hariri), et Téhéran, où il met en péril ses relations iraniennes (suite au réchauffement du dossier balistique), Macron se voit poursuivre [son jeu d'équilibriste](#), ici dans l'intérêt du Liban. Sur ce dossier au moins, faute de pouvoir élargir sa médiation, le Président français se voit en mesure d'assumer son rôle stabilisateur, avec le soutien de puissances régionales (Emirats Arabes Unis, Egypte, etc.) et d'acteurs internationaux (Etats-Unis, UE, ONU, Vatican, etc.).

Une véritable course contre la montre est engagée par la France avec l'espoir d'éloigner du Liban le spectre d'une confrontation violente sur son sol entre Saoudiens et Iraniens, avec ce que cela comporte comme risque de voir s'inviter sur le ring divers autres acteurs (Israël, Syrie, le terrorisme transfrontalier qui pourrait exploiter la présence massive de Palestiniens et de Syriens). Paris relève ce défi.

S'il est impossible de désamorcer le conflit saoudo-iranien sur la trop fragile scène libanaise, il n'est pas interdit d'espérer en neutraliser l'impact sur le Liban et sur ses équilibres internes. La France ne désespère pas de le faire, en attendant que MBS ait retrouvé le chemin de Paris et que Macron celui de Téhéran.

Le [pragmatisme assumé par Macron](#) et le rééquilibrage progressif des relations régionales de la France trouveront au Liban l'occasion de montrer leur pertinence. Ce rôle auquel n'aurait pu prétendre une France jugée trop partielle, serait aujourd'hui possible sur le terrain libanais où le Président français s'efforce de positionner son pays à l'intersection des intérêts saoudiens et iraniens. S'il aurait été possible pour la France, pro-arabe, de sortir Hariri de Riyad, seule une France impartiale pourrait poursuivre une initiative de longue haleine en vue de stabiliser le Liban.



E-Diplomacy

Une fois à Paris en provenance de Riyad (voir « Tendances »), le Premier ministre libanais démissionnaire Saad Hariri a adressé un message amical et reconnaissant au Président Emmanuel Macron, via son compte sur Twitter, pour saluer son action en sa faveur et en faveur du Liban. Il l'a fait en Français, en quelques mots, pour remercier « le Président et la France ».



En langue arabe, son tweet était bien plus élaboré : il remercie le Président Macron pour « son soutien » et pour avoir « manifesté à mon égard une amitié sincère », affirmant que cela « il ne l'oubliera jamais ».



En plus de l'émotion que porte ce message, en Arabe donc et adressé @EmmanuelMacron, Hariri rappelle que « la France démontre une nouvelle fois la grandeur de son rôle dans le monde et dans la région ». La France « confirme son attachement au Liban et à sa stabilité », écrit Hariri dans ce même tweet avant de renouveler ses remerciements « au Président Macron et à la France ».

Sur le compte sur Twitter du Président français @EmmanuelMacron, deux messages sur sa rencontre avec Saad Hariri, tous deux agrémentés d'une courte vidéo personnelle : le premier tweet, doté d'un Ahlan wa sahlan ! @SaadHariri, montre les deux hommes main dans la main monter les escaliers de l'Élysée dans une vidéo de 12 secondes ; le deuxième, qui comporte une vidéo de 54 secondes, est à la fois intime, puisqu'on y voit la famille Hariri et Macron et un échange amical entre le Président et le fils du PM libanais Houssam. Dans ce deuxième tweet sur cette rencontre familiale à l'Élysée, Macron revient sur les fondamentaux en rappelant l'attachement de la France à la stabilité et à la sécurité du Liban et en soulignant l'histoire commune entre les deux pays.



On aurait pu croire à un échange entre le Président Jacques Chirac et le Premier ministre libanais Rafic Hariri... Autre époque, autre contexte, et autres technologies ...

Twitter a rapporté l'essence de cette rencontre, personnelle, familiale, politique et thérapeutique aussi peut-être pour Saad Hariri, son épouse et son fils... Les tweets ont été partagés plusieurs milliers de fois, contribuant ainsi à diffuser, au Liban notamment et parmi les sympathisants du clan Hariri, une image différente, amicale, fraternelle du Président Macron. Encore une fois, cela n'est pas sans rappeler, dans l'imaginaire des Haririens, la complicité qui liait Hariri père au Président Chirac.

Au-delà des émotions suscitées par cette rencontre et ces échanges, le rappel des fondamentaux franco-libanais passait mieux encore à travers Twitter : l'histoire commune, la loyauté, la solidarité de la France envers le Liban. On y voit transparaître aussi l'idée d'un repositionnement de la France au Levant, et au-delà, par la porte libanaise...

*La suite de cette note et de la rubrique **E-Diplomacy** est réservée aux clients de MESP*

La France vue par les 24

L'image de la France en Iran est, dans le contexte actuel, particulièrement versatile. Cela signifie qu'elle l'est forcément auprès des relais arabes de Téhéran, notamment en Irak et au Liban, sans parler de la Syrie où l'image de la France est particulièrement déformée...

Il a fallu de quelques jours et de quelques prises de position et autres déclarations diplomatiques françaises pour que les réactions iraniennes pleuvent.

L'Iran a accusé vendredi la France de « partialité » et affirmé que son approche aggravait les crises au Moyen-Orient, en réponse à des critiques françaises, selon un communiqué des Affaires étrangères.

La veille, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a affirmé que la France s'inquiétait des « tentations hégémoniques » de Téhéran, lors d'une visite en Arabie saoudite, pays rival de l'Iran - AFP

Les Iraniens n'ont pas apprécié la solidarité exprimée par la France au plus haut niveau avec l'Arabie Saoudite à la suite du tir de missile « iranien » contre Riyad à partir du Yémen. Ils n'ont pas apprécié les déclarations à partir de Riyad du Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian qui s'inquiétait des « tendances hégémoniques » de l'Iran. Ils n'ont pas apprécié probablement non plus le trop grand rapprochement assumé par le Président Emmanuel Macron, avec les Emirats Arabes Unis. Ils n'apprécient pas non plus d'ailleurs de nombreuses initiatives et actions françaises concernant la Syrie, le conflit israélo-palestinien, le Liban.

Déclaration de Jean-Yves Le Drian

La France condamne avec la plus grande fermeté le tir balistique revendiqué par les rebelles Houthis qui a visé Riyad la nuit dernière depuis le Yémen.

Cette nouvelle agression contre le territoire saoudien ciblait délibérément une zone civile. Elle a été mise en échec par la défense aérienne du Royaume. Mais elle illustre une nouvelle fois le danger que la prolifération balistique fait courir à l'ensemble de la région.

La France se tient au côté de l'Arabie saoudite et réaffirme son plein soutien à la sécurité du Royaume face aux menaces auxquelles il est confronté.

Au Liban, l'image de la France dans les médias proches du Hezbollah pro-iranien ne sort pas intacte, après une brève parenthèse où elle était particulièrement positive. L'affaire Hariri, qui a fait monter la cote de Macron et de la France auprès du camp sunnite, ne doit pas être étrangère non plus à ce changement d'humeur chez le camp anti-saoudien... En effet, cette affaire, qui suscite des tensions entre l'Arabie Saoudite et l'Allemagne, semble provoquer également des tensions entre l'Iran et la France.

Les choses continueront à évoluer au cours des prochaines semaines et des prochains mois : le résultat des contacts discrets, diplomatiques ou sécuritaires, qui se poursuivent en dépit des tensions entre Français et Iraniens, l'action française au Liban, la visite (reportée pour le moment) du MEAE Jean-Yves Le Drian à Téhéran pour préparer celle, attendue (avant la fin de l'année) du Président Macron, constitueront un test (...)

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

Grands contrats

- Iran :

Inquiétudes des entreprises françaises

En Iran, les entreprises françaises s'interrogent sur la pertinence de [leur retour sur ce marché](#) dans un contexte géopolitique aussi instable. Les obstacles demeurent nombreux, notamment sur le plan du financement, et les menaces qui pèsent sur les relations économiques de l'Iran avec la France se multiplient. A ce stade, il serait excessif de parler de régression sur la voie Paris-Téhéran, tellement le progrès était limité en réalité malgré les annonces surmédiatisées. Mais, avec les tensions diplomatiques et politiques qui refont surface entre Paris et Téhéran, et la prise de recul par la France vis-à-vis de son approche du dossier iranien dans son ensemble, alors que la position de l'administration américaine est toujours aussi menaçante, on est en droit de s'interroger sur le retour sur investissement que les entreprises françaises devraient désormais espérer sur le court et le moyen terme en s'implantant en Iran. Les entreprises françaises, qui ont réussi à décrocher des contrats ou à signer des MoU, et celles qui ont répondu à l'appel du business iranien, sont aujourd'hui (...)

Consulter nos infographies sur **les investissements français en Iran** et sur les **structures d'accompagnement pour les affaires entre Paris et Téhéran** :



(Cliquer sur les photos)

La suite de cette note et de la rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP

Spotlight

Arabie Saoudite

Dans quelle mesure le business français en Arabie Saoudite sera-t-il directement touché par la purge qui se poursuit sur fond de lutte contre la corruption ? La purge touche aussi des officiers, dont certains auraient pu être soupçonnés par moment de francophilie prononcée. Elle touche bien évidemment des princes fortement liés aux intérêts français en Arabie Saoudite ou à l'étranger, et des réseaux d'affaires souvent sollicités par les sociétés françaises.

Comment les Français pourraient-ils surfer sur la vague de cette purge pour se repositionner sur le marché saoudien ? Un début de réponse espéré à l'occasion de la visite, tant attendue, du Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz en France au cours des prochaines semaines ou des prochains mois. Quelques soient les premières indications qui leur seront fournies à cette occasion, les Français devraient repenser en profondeur leur modus operandi sur ce marché, pour accompagner les nouvelles stratégies établies par MBS, comprendre ses priorités, répondre à ses attentes les plus urgentes car le jeune prince agit dans l'urgence...

« Mes clients voulaient hier s'assurer que leurs contacts saoudiens avaient des contacts royaux. A présent, ils veulent s'assurer qu'ils n'en ont pas ». Cette anecdote d'un consultant parisien est révélatrice de la panique qui déstabilise le monde des affaires franco-saoudien... En réalité, les entreprises françaises devraient surtout s'assurer de ne pas avoir les contacts royaux sortis du giron du diwan royal, avant d'identifier et de solliciter ceux qui ont aujourd'hui la confiance de MBS. Toute la cartographie des (...).

*La suite de cette note et de la rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 13 • 21 novembre 2017

Middle East Strategic Perspectives

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy

www.mesp.me | contact@mesp.me